



Grandes préoccupations des organisations de paysan·ne·s à propos du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

Bruxelles, le 22 avril 2021

Mesdames et Messieurs les Ministres de l'Agriculture,
M. Jose Luis Coelho Silva,
Mesdames et Messieurs les Représentant·e·s des États membres

La Coordination Européenne Via Campesina (ECVC), qui regroupe 31 organisations de paysan·ne·s et de travailleur·euse·s agricoles dans 20 pays européens, souhaite exprimer sa profonde inquiétude quant au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, et quant aux conclusions du Conseil européen sur les priorités de ce sommet.

Tout d'abord, nous tenons à rappeler que ce sommet n'est pas légitime en tant que « Sommet des Nations Unies » puisqu'il n'a ni été convoqué par les États membres, ni été validé par l'Assemblée générale des Nations Unies. L'initiateur et principal partenaire de ce sommet est le Forum Économique Mondial (WEF), qui rassemble les entreprises les plus riches et les plus puissantes du monde. Ces entreprises sont largement responsables de la dégradation de l'état environnemental du monde et de l'augmentation des inégalités. Ce « sommet », affaiblit considérablement le rôle joué par les États.

Les organisations de la société civile, et en particulier les organisations de producteur·rice·s d'aliments (paysan·ne·s, pêcheur·euse·s, peuples autochtones, femmes rurales, pastoralistes, travailleur·euse·s agricoles, etc.) ont été mises de côté dans le processus, bien qu'ils aient souligné ce problème dès l'annonce du « sommet ». Ceci est dû :

- À la façon dont laquelle le sommet a été organisé, hors des agences de l'ONU ;
- Aux rendez-vous directs entre les représentants des forces économiques dominantes, pris par le Secrétaire général ;
- À l'absence de l'inclusion démocratique des organisations de producteur·rice·s d'aliments (et particulièrement de petit·e·s producteur·rice·s d'aliments) parmi les organismes créés pour établir le processus, transgressant les clauses établies par les États (avec un engagement fort de l'UE).

Pour toutes ces raisons, il est impossible pour la société civile, et à notre avis pour la majorité des pays, de prendre part au processus de façon efficace.

Dans ce contexte, nous, la Coordination Européenne Via Campesina, qui sommes engagé·e·s dans l'agriculture durable, et qui soulignons les problèmes systémiques depuis longtemps, ne voyons pas d'autres options que de ne pas participer à un tel « sommet ». Nous n'accorderons aucune légitimité à un espace aussi peu démocratique, comme expliqué dans ce récent [document de position publié par le mouvement paysan international La Via Campesina](#), auquel nous appartenons également.

L'organisation du « sommet » et son processus sont également en contradiction flagrante avec les priorités des politiques européennes telles que le Pacte vert pour l'Europe, la stratégie « De la ferme à la table », la stratégie en faveur de la biodiversité, ainsi que les recommandations du Parlement européen. Il est également impossible pour le Parlement d'exprimer sa position, car le Sommet sur les systèmes alimentaires est dirigé verticalement par un organisme non institutionnel, avec un secrétariat privé et hors du contrôle des pays membres.

Notre organisation est particulièrement préoccupée par la préparation du « sommet » et par la mise en avant excessive des solutions technologiques, présentées comme solution universelle aux problèmes des systèmes alimentaires. Au contraire, nous sommes convaincu·e·s que la numérisation, la robotisation et autres inventions échappent largement aux producteur·rice·s et accroissent la domination des grandes entreprises du numérique dont la fortune et le pouvoir ont augmenté de façon exponentielle, particulièrement pendant la pandémie de COVID-19. Parallèlement, la dépossession des paysan·ne·s et des autres producteur·rice·s d'aliments de leurs moyens de production augmente la pauvreté rurale et multiplie les problèmes du système alimentaire que nous cherchons à résoudre. Dans ce contexte, la priorité devrait être de respecter intégralement les droits humains des producteur·rice·s d'aliments tels qu'énoncés dans la [Déclaration des droits des paysans et autres personnes vivant en zone rurale](#).

Nous demandons alors que le Conseil européen développe clairement une stratégie pour revenir à un fonctionnement multilatéral, comme convenu par les États, et fondé sur le principe « Un pays = un vote ». Le Conseil européen devrait empêcher le « sommet » de donner suite, et devrait s'assurer que les agences basées à Rome et que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale restent les espaces centraux de discussions multilatérales sur la nourriture et l'agriculture.

Nous restons à votre disposition pour toute consultation à ce sujet et vous remercions de l'attention que vous accorderez à cette lettre.

Le comité coordinateur de la Coordination Européenne Via Campesina.